



Dr. Olivier Buirette

La fin de la crise macédonienne ?

Le 30 septembre 2018, nous apprenions que, malgré une forte abstention, les citoyens de l'ex-République yougoslave de Macédoine, dans le cadre de la normalisation des relations de ce petit pays avec ses voisins, avaient voté pour l'attribution d'un nom définitif à ce que l'on nommait jusqu'à présent la « FYROM : Former Yugoslav Republic Of Macedonia ».

« Macédoine du Nord », voilà le nom qui devra désormais être ratifié par le parlement macédonien puis par l'Union européenne (UE). Ce choix entérine un processus de stabilisation - déjà bien affirmé depuis plusieurs mois - mené par le gouvernement modéré de coalition entre le social-démocrate Zoran Zaev (SDSM) et le président conservateur Gjorge Ivanov originaire du parti VMRO-DPMNE (descendant de la lointaine ORIM).

Avec la dissolution de la Yougoslavie et après une guerre civile qui devait faire plus de 300 000 morts, le problème macédonien - qui existait déjà avant 1914 - devait ressurgir. Ce petit pays d'un peu plus de deux millions d'habitants devait se retrouver dans une situation d'ins-

tabilité notamment à la suite des règlements de la Première Guerre mondiale. Par exemple, l'attribution de la région d'Ohrid au territoire yougoslave macédonien fut contestée par la Bulgarie, celle-ci considérant cette région comme le berceau de la culture nationale orthodoxe bulgare. Le problème de la Macédoine bulgare sera un facteur de déstabilisation des Balkans pendant toute la période de l'entre-deux guerres ainsi qu'à la suite du second conflit international du XX^e siècle.

Un autre problème qui a contribué à l'instabilité régionale fut le cas grec. En effet, une province du nord de la Grèce est considérée comme étant la Macédoine antique, à savoir celle d'Alexandre le Grand, le célèbre conquérant de l'Asie

au IV^e siècle avant notre ère. Dans l'esprit national grec, il ne peut donc y avoir d'autres macédoines et ceci fut la source des différentes querelles entre les deux pays, depuis le choix du drapeau de la FYROM dans les années 1990 jusqu'aux tensions contemporaines.

Il est par ailleurs nécessaire de rappeler qu'une des sources de la question grecque vis-à-vis de la Macédoine réside dans le fait que l'ambition de Tito en 1945 était de créer une grande Yougoslavie qui aurait englobé l'Albanie, la Bulgarie et la Grèce ; d'où l'idée de créer une grande Macédoine au sud de la Fédération qui aurait alors regroupé la partie bulgare et la partie de la Macédoine antique, c'est-à-dire le nord de la Grèce.

Mais il n'en fut rien et, à la fin de la guerre de dissolution, cette Macédoine Yougoslave s'est retrouvée confrontée à des problèmes liés à ses minorités grecque, bulgare ainsi que - et cela était nouveau - albanaise, car depuis la guerre du Kosovo la question albanaise devait revenir au premier plan dans la région. Ce sont justement les problèmes de la minorité albanaise et donc musulmane, dans une Macédoine orthodoxe qui devait amener le parti nationaliste,

UMRO, lointain héritier de la terrible Organisation de la Résistance Intérieure Macédonienne (ORIM), à revenir sur le devant de la scène politique durant les dernières décennies.

On constate donc qu'en ce début d'automne 2018, un siècle après la fin d'une première guerre mondiale qui avait débuté dans les Balkans le 28 juin 1914, que cette région reste éminemment instable. Aussi devons-nous sans doute nous réjouir des efforts du gouvernement en place à Skopje pour essayer de normaliser ses relations avec ses voisins. Si cela a pu être réalisé en 2018 avec les Bulgares et les Grecs, désormais un accord avec l'Albanie serait le bienvenu.

Gageons que les élections européennes du printemps 2019 permettent à ce processus de se poursuivre, car nous ne devons pas oublier que l'équilibre, créé par les accords de Dayton signés en 1995 et la fin du conflit en 2001, reste bien fragile.

Seul un soutien à l'élargissement de l'Union européenne à l'ensemble des pays de la région serait source de stabilisation et de sécurisation définitive de cet espace si complexe et tourmenté par l'Histoire.



Élections européennes : décryptage de l'eurobaromètre 2018

(Suite de la page 1)

Les élites politiques en décalage avec le peuple

À l'inverse, si de décalage entre les discours politiques et les attentes du peuple nous devons parler, il convient également d'évoquer l'exemple inverse de pays comme ceux d'Europe de l'Est. Les dirigeants de plusieurs de ces pays font régulièrement la Une des médias. Des points de discorde existent sur le fonctionnement des institutions européennes, régulièrement critiqué, ainsi que sur les valeurs mêmes de l'UE. C'est ainsi que le rapport aux frontières en Autriche, les menaces contre l'État de droit en Roumanie, ou encore la menace d'utiliser l'article 7 pour sanctionner la Hongrie et la Pologne sont autant d'éléments qui alimentent et aggravent la crise existentielle que traverse l'UE aujourd'hui. Dès lors, l'on pourrait croire que ces dirigeants traduisent le sentiment de leurs concitoyens à l'égard de la construction européenne. Une affirmation à nuancer puisque 70% des Polonais, 60% des Hongrois, 48% des Autrichiens et 49% des Roumains pensent que l'appartenance de leurs pays à l'UE est une bonne chose. Des chiffres dans la moyenne de pays comme la Belgique par exemple.



Des sujets multiples à l'agenda des prochains mois

Il ne s'agit pas d'affirmer que certains pays sont pro ou anti-européens en fonction et à l'inverse des positionnements de leurs représentants. La réalité est plus complexe que cela. Mais force est de constater que le positionnement des pays n'est pas forcément représentatif des peuples et cela est intéressant dans la perspective des élections à venir. Ce scrutin va être influencé par les acteurs politiques qui commencent progressivement à se positionner. Comme toujours, le risque est de transposer le contexte national à l'échelle européenne. Cela se heurtera au fait que plusieurs

grands sujets, au cœur des préoccupations des Européens, seront structurant pour le paysage politique dans les mois à venir : l'immigration bien-sûr, mais également le changement climatique ainsi que les questions liées à l'emploi. Les peuples sont différents, mais souhaitent une intégration toujours plus poussée pour répondre à des défis qui ne peuvent plus être résolus par le seul cadre national. Mais comment avancer en étant si nombreux ? Est-il possible d'agir sans se définir clairement comme un État fédéral ? Les élections européennes cristalliseront les divergences sur des sujets et approches précises, certes, mais mettront également en lumière la crise profonde que traverse l'UE actuellement. Parce que c'est de ça dont il est qu e s -

tion : quelles valeurs, quel fonctionnement, comment poursuivre l'intégration européenne au-delà des partis et stratégies pour avancer ensemble ?

* K. A.



Aujourd'hui
la Turquie

Édité et Distribué en France par Les Editions CVMag, 37 rue de Hauteville 75010 Paris-France, Tel: 01 42 29 78 03 • Directeur de la publication : Hugues Richard • Rédacteur : Daniel Latif • Commission paritaire : 0723 189645 • www.ajourdhuilaturquie.com • alaturquie@gmail.com • Editeur en Europe : Les Editions CVMag • No ISSN : 1305-6476 • Les opinions exprimées dans les articles de notre journal n'engagent que leurs auteurs. Edition Turquie : Bizimavrupa Yay. Hiz. Ltd. Kadıköy, Moda Cad. 59 İstanbul • Tél. 0 216 550 22 50 • Genel Yayın Yönetmeni: Hossein Latif Dizadji • Sorumlu Yazışmaları Müdürü : Ahmet Altunbaş • Comité de rédaction / Yayın Kurulu : Hüseyin Latif (Président), Mireille Sadège, Haydar Çakmak, Yann de Lansalut, Ali Türek, Aramis Kaley, Berk Mansur Delipinar, Celal Biyikioğlu, Daniel Latif, Derya Adıgüzel, Doğan Sumar, Eren Paykal, Ersin Uğardeş, Ezgi Biçer, Hugues Richard, İnci Kara, Kasım Zoto, Kenan Avcı, Kemal Belgin, Mehmet Erbak, Merve Şahin, Nami Başer, Nolwenn Allano, Onursal Özatacan, Richard Özatacan, Sinem Çakmak, Sühebdan İlal, Sirma Parman, Camille Saulas • Publicité et la communication : Bizimavrupa / CVMag • Conception : Ersin Uğardeş, Merve Şahin • Correction : Sati Karagoz • Imprimé par Yıkılmazlar Basın Yayın Ltd. Şti. Evren Mah. Gülbahar Cad. No: 62/C Güneşli • Distribution : NMPP • Tous droits réservés. Aujourd'hui la Turquie est une marque déposée • ALT - Okur ve Yazar Temsilcileri Konseyi (CORELE): Kemal Belgin, Celal Biyikioğlu (Président), Erkan Oyal, Merve Şahin.

Bulletin d'abonnement

12 numéros 85 €

altinfos@gmail.com